

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

DISCOURS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE A LA
CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA JOURNEE
MONDIALE DE L'ALIMENTATION EDITION 2008

-16 OTOBRE 2008-

Octobre 2008

Excellence, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;
Excellences, Madame et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
Excellences, Madame et Messieurs les Présidents des Institutions de la République ;
Excellence, Madame le Représentant de la FAO au Mali ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du Corps Diplomatique et des Institutions de Coopération ;
Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture du Mali ;
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers du Mali
Monsieur le Maire du District de Bamako ;
Madame, Messieurs les représentants des organisations paysannes ;

Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi de vous remercier tous de votre présence à la traditionnelle cérémonie commémorative de la Journée Mondiale de l'Alimentation dont le thème pour cette édition 2008, est « les défis du changement Climatique et des bioénergies ».

Le choix de ce thème témoigne du fait que la Communauté Internationale est de plus en plus consciente des dangers du changement climatique et de l'incidence des bioénergies sur la sécurité alimentaire.

La journée mondiale de l'alimentation me donne une fois encore l'occasion, d'attirer votre attention sur les souffrances des 930 millions de personnes sous-alimentées que compte la planète. La plupart d'entre elles vivent en milieu rural où le secteur agricole constitue leur principale source de revenu.

La réalisation de l'objectif du sommet mondial de l'alimentation qui consiste à réduire de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015 a certes connu des avancées. Il est toutefois établi que désormais, le réchauffement de la planète et l'essor des biocarburants constituent une menace très forte pour les différentes initiatives

prises par les pays pour parvenir à la réalisation des objectifs de Développement du Millénaire. Par ailleurs en l'absence d'actions immédiates, ces facteurs pourraient entraîner le monde dans un basculement écologique sans précédent et faire reculer de façon drastique, les acquis chèrement enregistrés par nos pays en matière de sécurité alimentaire de réduction de la pauvreté, de nutrition, de santé et d'éducation.

D'après les scénarii mentionnés dans le rapport des Nations Unis sur « La lutte contre le changement climatique : « un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé » ; rapport qui a fait l'objet d'une attention particulière lors de la rencontre de Bali, le réchauffement mondial découlant du changement climatique, entraînera des inondations, des sécheresses qui conduiront au déplacement massif des populations et à l'effondrement des systèmes agricoles qui entretiennent la survie de plusieurs millions de personnes.

Et le rapport de poursuivre que si rien n'était fait, les 40 % de la population mondiale la plus pauvre, soit environ 2,6 milliards de personnes, seront condamnés à un futur comportant moins d'opportunités.

Face à ces scénarii catastrophes pour toute l'humanité, il est malheureusement très alarmant de constater qu'en guise de réponse, les Nations n'ont pu jusqu'ici afficher de mieux, que leur grande divergence par rapport au choix des politiques visant si non à renverser la situation, du moins à la contenir, et des moyens à mobiliser pour y parvenir.

J'estime qu'il est indispensable et d'une extrême urgence, que le devoir de solidarité qui incombe à toutes les nations du fait qu'elles ont la planète en partage, puisse agir dans le sens d'un consensus sur le respect des mesures et conventions qui ont été proposées pour atténuer les effets de ce changement, et que s'entretiennent et s'élargissent de manière constante les espaces de concertation et de négociation sur la question.

A ce titre, je me réjouis de l'organisation des conférences et rencontres qui se sont particulièrement attachées au thème de la sécurité Alimentaire mondiale et des défis du changement climatique et des bioénergies:

- Bali en décembre 2007;
- Addis Abeba en février 2008 ;
- Pretoria en mai 2008 ;
- Et Rome en Juin 2008.

Devant l'ampleur du phénomène, je fonde un espoir sur une réaction plus engagée de la communauté internationale qui demeure l'espace le mieux indiqué pour fédérer toutes les initiatives. Les engagements à prendre devront plus que jamais dépasser le stade des intentions pour évoluer vers des actions concrètes et des objectifs suffisamment quantifiés. En cela, l'initiative prise par l'Union Européenne de se fixer comme objectif de réduire de 30 % l'émission de gaz à effet de serre d'ici 2020 est à saluer.

A l'échelle internationale, l'aboutissement à une réponse appropriée aux changements climatiques impose sans nul doute, de :

- renforcer la coopération sous-régionale, régionale et internationale pour le partage et l'exploitation des données scientifiques et technologiques dans le domaine de la météorologie ;
- renforcer l'opérationnalité des systèmes de suivi de l'application des conventions et autres accords sur le changement climatique ;
- renforcer la capacité des pays en développement notamment ceux au sud du Sahara en matière de prévision et de prise en charge du changement climatique par la formation du personnel, l'installation et l'équipement de laboratoires et de postes d'observation ;
- améliorer la capacité de ces pays en matière d'analyse et d'application des informations climatiques au développement.

Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.

Pays sahélien confronté de manière structurelle aux vicissitudes du climat, le Mali a placé la dimension environnementale au centre de ses politiques et stratégies de développement. Aussi a-t-il signé et ratifié les instruments juridiques convenus au niveau international pour une meilleure gestion des questions environnementales en particulier : la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le protocole de Kyoto.

Dans ce contexte, je suis très conforté d'indiquer que notre pays dispose, d'une Politique Nationale de Protection de l'Environnement et d'un Programme National d'Adaptation aux Changements Climatiques avec comme axes forts, la mise en œuvre de projets prioritaires portant entre autres sur :

- la vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques ;
- la promotion des banques de céréales et de semences ;
- l'utilisation des informations météorologiques pour améliorer la production agricole ;
- le renforcement de la sécurisation agricole à travers les aménagements hydro agricoles ;
- la mise en place d'un système d'information sur les risques de maladies liées aux changements climatiques ;
- la promotion des sources d'énergies renouvelables au delà des agro-carburants comme le vent et le soleil qui posent moins de compétition avec les cultures vivrières ;
- le développement d'une politique de communication et de sensibilisation en vue de parvenir au nécessaire changement de comportement des acteurs

par une meilleure prise en compte de la dimension environnementale dans l'exercice des différentes activités socio- économiques.

Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.

En ce qui concerne les biocarburants ou agro carburants, leur expansion constitue certes une opportunité pour les pays en développement de réduire leur facture pétrolière face à la hausse du prix du baril qui avait déjà franchi le seuil jamais atteint de 120 dollars. Toutefois, conduite de façon non rationnelle, cette expansion peut aussi contribuer à exacerber les crises alimentaires dès lors qu'elle entre en compétition avec les cultures vivrières. Une des conséquences serait l'inflation des prix de produits alimentaires tel que le monde le vit actuellement avec son cortège de remous sociaux.

Nous partageons alors l'avis général qui portant à avancer dans ce domaine avec assez de prudence, tant il importe de tenir compte de ses effets pervers éventuels sur les ruraux pauvres de nos pays.

Devançant le contexte mondial marqué par la flambée du prix du pétrole et des denrées alimentaires, notamment ceux des céréales, notre pays a entrepris sous la directive de ses plus Hautes Autorités, la recherche de solutions efficaces et durables devant faire du Mali une puissance agricole.

Ce faisant, le Mali par anticipation s'est engagé dans la voie d'une véritable révolution verte.

Dans le court terme, les actions porteront sur le développement de l'initiative riz pour répondre de façon structurelle à la demande nationale et faire de notre pays un exportateur net de cette denrée.

Dans le moyen terme, il me plait d'indiquer que notre pays s'est fixé comme objectif de production, la réalisation de 10 millions de tonnes de céréales par an à l'horizon 2012 par une meilleure exploitation des potentialités des zones de production et une combinaison rationnelle des facteurs de production. Ce qui témoigne de la volonté du Mali de transformer la crise alimentaire actuelle en une véritable opportunité d'affaires pour nos producteurs.

De même, le Mali s'est doté d'un Programme National de Sécurité alimentaire dont l'objectif est de prendre en charge la dimension structurelle de l'insécurité alimentaire au niveau des 12 000 villages que compte le pays.

Je puis vous donner l'assurance que ces programmes et initiatives porteurs, s'exécutent à satisfaction.

Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs.

Je voudrais terminer mon propos en rappelant que face aux enjeux du changement climatique et les besoins de sauvegarde de la sécurité alimentaire, la nécessaire consolidation des acquis enregistrés par notre pays fait appel à l'animation d'une plateforme de concertation entre toutes les couches sociales du pays.

C'est en cela que je dédie cette Journée Mondiale de l'Alimentation.

Je vous remercie.